

# La soviétisation de la Roumanie

DRAGOȘ ZAMFIRESCU

---

*« Aucun autre gouvernement n'est, à ce que je sais, aussi fidèle à ses engagements, même à son détriment, comme l'est le gouvernement soviétique de la Russie... » (Churchill)*

---

## **Dragoș Zamfirescu**

Conseiller au Ministère des Affaires étrangères, docteur en histoire, spécialiste de l'histoire contemporaine de la Roumanie. Auteur, entre autres, des volumes: **Mărturii tragice** (Témoignages tragiques) (1995) et **Legiunea Arhanghelul Mihail – de la mit la realitate** (La Légion de l'Archange Michel – entre mythe et réalité) (1997).

**L**ES CHANGEMENTS intervenus dans la vie politique roumaine et européenne après décembre 1989 ont enrichi le langage de l'historiographie roumaine d'un nouveau concept : la soviétisation. Elle définit, de manière claire et concise, une période historique qui pour le peuple roumain a signifié domination, soumission, souffrance et finalement la dénaturation de son devenir historique.

Le XX<sup>e</sup> siècle restera dans l'histoire de l'humanité comme une période dominée par des formes dictatoriales de gouvernance et d'organisation de la vie politique, économique, culturelle et idéologique.<sup>1</sup> Cachant leur soif de pouvoir derrière des slogans et des discours patriotiques, ces régimes dictatoriaux (soient-ils de droite ou de gauche) ont affecté en égale mesure les droits et les libertés des citoyens. Les dictatures communistes ont, pendant une longue période, régné dans plusieurs pays du monde. Une statistique rédigée en 1970 soulignait qu'à cette date il y avait 99 partis communistes<sup>2</sup> (dont 37 légaux et 48 illégaux) avec 46 millions de membres, dont 14 au pouvoir. Leur subordination à Moscou et à ses intérêts politiques était une véritable lettre de la loi.<sup>3</sup>

Se basant sur les idées de Marx relatives aux transformations qui s'impo-

seraient sur le plan économique, social et politique, l'idéologie communiste les a dénaturées et utilisées pour décrire, de manière prédictive, les traits d'une société égalitaire, sans différence de classes sociales et sans exploitation<sup>4</sup> – leitmotiv essentiels dans la présentation d'un soi-disant « âge d'or » de l'humanité. C'était une utopie, bien sûr, mais une utopie qui a déformé des consciences et des mentalités, a idolâtré des monstres aux visages humains.

En ce qui concerne les réformes envisagées par les communistes « pour la construction d'un monde meilleur et équitable » – comme le disait l'un des slogans bien connus –, Milovan Djilas le remarquait bien : « La société parfaite ne peut exister et la volonté de la réaliser par violence risque de dégénérer en oppression et aliénation. »<sup>5</sup>

Du fait de se trouver dans la sphère d'intérêts de « la grande puissance orthodoxe de l'Est », la Roumanie s'est confrontée à ce phénomène, le communisme, dans plusieurs hypostases, en fonction de l'évolution internationale. L'histoire du communisme en Roumanie a connu les moments suivants :

- **1918-1944.** C'est la période où le Parti Communiste de Roumanie a été, comme son nom l'indique d'ailleurs, une simple section de l'Internationale communiste<sup>6</sup> (qui comptait à un moment donné plus de 80 organisations). Pendant l'entre-deux-guerres et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le communisme n'a pas joui du soutien populaire en Roumanie, à cause surtout des accusations portées contre l'État roumain, considéré comme impérialiste (pour avoir annexé la Bessarabie). Le PCR fut mis hors la loi en 1924, suite aux incidents sanglants qui ont eu lieu à la frontière entre la Roumanie et l'Union soviétique (en Bessarabie).
- **1944-1947.** C'est l'étape où l'occupant soviétique était en train de « tâtonner » les réalités roumaines, afin de contourner les obstacles et introduire le plus vite les structures communistes dans la vie économique et politique, en vue de subordonner totalement la Roumanie aux intérêts de l'Union soviétique ;
- **1947-1960.** Contribuant à l'avènement du Parti Communiste par des moyens inquisitoriaux, les Soviétiques ont inclus la Roumanie (à côté de la R. D. Allemande, la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie) dans ce « cordon sanitaire » qu'avait conçu Staline et qui, disait-on, était destiné à défendre l'Union soviétique contre toute attaque inopinée venue de la part des « agresseurs occidentaux ». C'est une période d'apogée de la domination soviétique, lorsque l'État roumain a pratiquement été, avec toutes ses ressources matérielles et humaines, au bon gré de la puissance d'occupation. L'intensification des contradictions entre

les anciens alliés (l'URSS, la France, l'Angleterre, les États-Unis) a conduit à l'apparition de la « guerre froide », étape qui signifiait en dernière instance la lutte entre les deux systèmes social-politiques : le capitalisme et le socialisme, qui a renforcé le caractère bipolaire des relations diplomatiques internationales.

- **1960-1964.** La Roumanie, encouragée par l'attitude de quelques pays socialistes (la Yougoslavie, la Chine, l'Albanie), tente de prendre ses distances par rapport à la politique de Moscou. C'est un phénomène commencé dès 1958 déjà, lorsque les armées soviétiques avaient été retirées de Roumanie, Gheorghe Gheorghiu-Dej et ses acolytes mettant l'accent sur « les particularités concrètes et historiques de construction du socialisme ».
- **1964-1989.** Même si la pression directe de l'Union soviétique avait légèrement diminué, des membres de marque du Parti Communiste, ouvertement pro-soviétiques, étant au fur et à mesure éliminés des fonctions de direction de l'État, l'expérience des représentants de la nomenclature communiste accumulée pendant les plus de 20 ans et le fait que la plupart aient été instruits à Moscou les a déterminés à employer les mêmes méthodes dictatoriales dans l'administration du pays. Ceaușescu a été le représentant d'un système introduit de l'extérieur, qui n'avait rien en commun avec l'évolution traditionnelle du peuple roumain.

Vu la période historique de presque 50 ans qu'on a essayé d'encadrer du point de vue chronologique, et conscients des limites inhérentes à toute tentative de généralisation, quelques explications destinées à argumenter les idées exprimées ci-dessus s'imposent.

Le coup d'État du 23 août 1944 a signifié non seulement la participation à la guerre contre l'Allemagne nazie mais aussi et surtout l'occupation de la Roumanie par l'armée soviétique<sup>7</sup> en un temps record, avec des pertes minimales et un butin appréciable. Ce que Béla Kuhn n'avait pas réussi en 1919<sup>8</sup> – lorsqu'il a essayé d'élargir les frontières de « la république des soviets » par l'annexion de la Transylvanie<sup>9</sup> –, les Soviétiques l'ont obtenu par une situation de conjoncture, générée par l'évolution des opérations militaires sur le front de l'Est, le débarquement des forces alliées en Normandie et l'éloignement du maréchal Ion Antonescu du pouvoir. La plupart des membres du Parti Communiste étaient, immédiatement après le 23 août 1944, Juifs, Hongrois, Bulgares, Ukrainiens<sup>10</sup>, et leur promotion dans les échelons supérieurs de l'administration d'État devait imposer les principes de base du nationalisme autoritaire, bureaucratique, de type stalinien.<sup>11</sup>

Des personnes tels Vasile Luca<sup>12</sup>, Ana Pauker, alias Anna Rabinsohn (ministre des affaires étrangères), Iosif Chișinevschi, alias Iacob Broitman (vice-prési-

dent du Conseil des Ministres et membre du CC), Teohari Georgescu, alias Burah Tescovici (ministre de l'Intérieur), Lothar Rădăceanu, alias Lothar Wertzel (ministre), Ilka Wassermann (directrice dans le Ministère des Affaires étrangères), Avram Bunaciu, alias Abraham Gutman (secrétaire général de l'Assemblée Nationale), Marcel Breslașu, alias Mark Breslau (directeur général du Département des Beaux-Arts), Mihail Roller (président de l'Académie Roumaine), le professeur Lewin Bercovich de l'Université de Bucarest, Samoilă alias Samuel Ribenstein (directeur du journal *Scânteia*), l'ingénieur S. Schnapp (directeur du journal *România liberă*), Jehan Mihai, alias Jacob Michael (directeur de l'industrie cinématographique roumaine), Silviu Iosipescu, alias Samson Iosifovici (le censeur des œuvres d'Eminescu, Alecsandri et Vlahuță, qui « ne correspondaient pas » aux principes communistes), Alexandru Nicolschi, Gheorghe Pintilie (Pantiușa), Ion Vincze, Vasile Malinschi etc., ont agit conformément aux instructions reçues de Moscou, foulant au pied des traditions et valeurs chères au peuple roumain.

La mise en place très dure de l'archétype soviétique en Roumanie s'explique par le fait que Staline, comme d'autres « stratèges » de la révolution communiste mondiale, prenaient notre pays et la Pologne, dès le début de la Deuxième Guerre mondiale déjà, pour « deux avant-postes de l'impérialisme mondial » qui avait attenté au territoire de l'URSS.<sup>13</sup>

La politique des sphères d'influences menée par les grandes puissances après la guerre ont malheureusement défavorisé l'État roumain, qui, lors de l'entrevue déjà célèbre entre Staline et Churchill, qui eut lieu le 9 octobre 1944 à Moscou, fut laissé au bon gré des Soviétiques.<sup>14</sup> Par sa position intransigeante, le dictateur communiste réussit, aux conférences de Téhéran et de Yalta<sup>15</sup>, à imposer l'annexion par l'Union soviétique des Pays Baltes, de l'Est de la Pologne et de la Bessarabie, et d'instaurer des régimes dictatoriaux dans les pays des Balkans, en Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, une partie de l'Allemagne (en vertu des accords de Potsdam).<sup>16</sup>

Le ministre britannique des affaires étrangères, Anthony Eden, avait d'ailleurs anticipé cette situation dès 1943 déjà, en affirmant ouvertement que : « On peut convenir d'avoir chacun sa propre sphère d'influence, les Russes à l'Est, nous et les Américains à l'Ouest. Moi personnellement je ne pense pas que ce soit un bon plan, mais une fois adopté, on pourrait se permettre d'exclure les Russes des affaires françaises et de la Méditerranée, alors que les Russes revendiqueraient la même liberté à l'Est... »<sup>17</sup>

Conscients que Staline n'allait pas tenir ses promesses en ce qui concerne les droits et les libertés démocratiques des citoyens des pays se trouvant dans la zone d'influence de l'Union soviétique, Churchill et Roosevelt ont tenu à ce qu'il signe le document intitulé « Déclaration sur l'Europe délivrée » ; celui-ci stipulait, entre autres, la responsabilité des trois grandes puissances de fonder des institutions

démocratiques, en fonction de l'option des peuples impliqués, destinées à « éradiquer le nazisme et le fascisme ». <sup>18</sup> Tenant à mettre en évidence dans la Chambre des Communes les résultats obtenus à Yalta, Churchill affirmait avec emphase le 27 février 1945 : « Aucun autre gouvernement n'est, à ce que je sais, aussi fidèle à ses engagements, même à son détriment, comme l'est le gouvernement soviétique de la Russie... » <sup>19</sup>

Suite aux démarches diplomatiques déjà mentionnées, la zone d'influence et de domination soviétique a inclus plusieurs pays de l'Europe centrale, de l'Est et du Sud, avec une superficie totale de plus de 400.000 km<sup>2</sup> et une population d'environ 70 000 000 habitants. <sup>20</sup> Le début de « la guerre froide » et l'évolution des événements politiques et économiques dans les États satellites de l'Union soviétique finirent par convaincre les représentants des démocraties occidentales de la manière dont les Soviétiques parlaient des droits des petites nations : « L'aigle doit laisser les petits oiseaux chanter sans trop se demander pourquoi ils le font. » <sup>21</sup>

La Roumanie, qui se trouvait dans la proximité immédiate de l'Union soviétique, dut subir l'occupation militaire directe. L'entrée des troupes de l'Armée Rouge dans notre pays signifia la mise en place de l'opération « Trophées » (démantèlement d'usines, chemins de fer, installations sanitaires, réquisition de personnel et de toutes sortes de biens), qui, à côté des arrestations en masse, de l'affaiblissement de l'armée roumaine et de l'instauration d'une « élite » communiste dans la vie politique provoquèrent, à notre avis, une régression de 30 ans dans l'histoire contemporaine de notre peuple.

Néanmoins, les « historiens de la Cour », tel Mihail Roller <sup>22</sup>, s'acquittant consciencieusement de leur mission, dénaturaient les réalités roumaines par des étiquettes et des affirmations du genre : « « Les fascistes roumains ont combattu l'URSS » <sup>23</sup>, « les gouvernements s'étant succédés avant le 6 mars 1945 n'ont pas tenu compte des aspirations légitimes des nationalités cohabitantes, ce qui fit que toute cette période durant, l'État roumain eut une attitude injuste envers ces populations » <sup>24</sup>, « la guerre injuste antisoviétique, une guerre dirigée contre les intérêts de notre pays » <sup>25</sup>, « à l'abri de l'autonomie, certains académiciens ont pratiqué un socialisme rétrograde, ont prêché la haine et le mépris des peuples voisins et surtout de l'URSS, ont alimenté les courants et les idéologies raciaux, ont fait preuve de parti pris politiques et régionaux, ont tiré des flèches empoisonnées contre le régime plus démocratique instauré dans le pays après le 6 mars 1945 » <sup>26</sup> etc.

Le Traité de Paix de Paris, que la Roumanie a signé le 10 février 1947, obligeait l'État roumain à payer à l'Union soviétique des dédommagements de guerre en valeur de 300 millions de dollars en produits pétroliers, céréales, bateaux maritimes et fluviaux, divers outillages et marchandises. <sup>27</sup> Vu les prix bas imposés par

les occupants, l'URSS aurait, à l'avis des économistes, reçu des biens en valeur de trois milliards de dollars. Mihail Roller consignait cependant les suivants : « Les dédommagements prévus par l'Armistice pour les destructions que l'armée d'Antonescu avait causées sur le territoire soviétique étaient minimes. Même si l'Union soviétique eut toute la peine de la guerre et que ses pertes furent énormes, elle s'est montrée très généreuse lors de l'établissement des dédommagements. Et même ces obligations elle nous les partiellement pardonna, lorsqu'elle vit, après le 6 mars 1945, un gouvernement démocratique installé à la tête du pays. »<sup>28</sup>

En dépit de sa situation économique désastreuse, aggravée par la sécheresse des années 1946 et 1947, le Conseil des Ministres de la Roumanie « décida », le 9 juillet 1947, sous la pression de Moscou, de refuser l'invitation anglo-française de participer à la Conférence de Paix de Paris (12-15 juillet 1947) au sujet de l'aide économique américaine à l'Europe (le plan Marshall).<sup>29</sup>

L'installation du « rideau de fer » a signifié pour les États-satellites de l'Union soviétique la réorientation radicale de leur politique intérieure et extérieure, selon un plan diabolique élaboré en 1947 et appelé de manière très suggestive « Les directives essentielles du NKVD pour les pays de l'orbite soviétique ». <sup>30</sup>

En voici quelques-unes :

*On doit emprisonner les représentants de l'opposition. On usera de tous les moyens pour racoler les opposants qui jouissent du soutien de la population locale. S'ils ne veulent pas céder, on doit les compromettre par des campagnes de dénigrement. Avant qu'ils deviennent des personnages inoubliables dans la conscience de la population, on doit les liquider dans des soi-disant « accidents imprévus » ou les mettre en prison sous l'accusation de crime de droit commun. Les procès politiques ne sont permis qu'en des cas exceptionnels et seront tenus sous l'accusation de « haute trahison ».*<sup>31</sup>

*Dans tous les organes de gouvernement de même que dans la plupart des usines on doit trouver des gens prêts à collaborer avec nos services spéciaux, à l'insu des organes administratifs locaux.*

*On doit au plus vite unifier les organisations des jeunes gens. À commencer par les chefs des organisations locales, tous les postes de direction seront occupés par des personnes désignées par nos services spéciaux.*

*Une attention toute particulière sera prêtée aux personnes douées de capacités organisatrices et avec chances réelles de succès au sein de la population. Ces personnes doivent nécessairement être cooptées et, en cas de refus, elles seront empêchées d'accéder à des postes hiérarchiques supérieurs.*<sup>32</sup>

*Seuls les dirigeants qui s'acquittent impeccablement de leurs tâches, sans les analyser, seront promus à des fonctions supérieures.*<sup>33</sup>



*La politique envers la petite propriété sera de la rendre non-rentable. Elle sera suivie de la collectivisation. Face à une forte résistance des paysans, on devra réduire la distribution d'outillages et élever les quotas payés. Si cette technique ne donne, elle non plus, les résultats escomptés, on fera tout pour que l'agriculture ne puisse assurer l'approvisionnement en aliments du pays, ce qui rendra nécessaire le recours à des importations.*

*Des pressions seront faites sur les services publics pour qu'ils ne délivrent pas de documents attestant la propriété sur la terre. Ces documents préciseront seulement le lot donné en usufruit et jamais la qualité de propriétaire.<sup>34</sup>*

*Une attention plus grande sera prêtée aux inventeurs et aux innovateurs [...] mais chaque invention sera enregistrée au centre. Les seules admises seront les inventions à applicabilité minière ou celles qu'on a expressément indiquées. On ne permettra pas la réalisation d'inventions destinées à élever la production de produits finis et réduire la production d'extraction de matières premières. Une fois devenue de notoriété, l'invention sera vendue à l'étranger, en devises, sous le prétexte d'être trop coûteuse...<sup>35</sup>*

*La bureaucratie de l'État sera portée au plus haut degré, dans tous les domaines. La critique des organes administratifs est admise, mais on ne permettra ni la réduction du personnel ni le fonctionnement normal de l'appareil bureaucratique.<sup>36</sup>*

*Les professeurs de valeur qui sont appréciés seront éloignés des écoles élémentaires de spécialité et notamment des lycées et des facultés. Ils seront remplacés par des personnes médiocres, nommées par nos services. On devra analyser les différences entre les disciplines scolaires, réduire la quantité de matériel documentaire et, dans les lycées, arrêter l'enseignement du latin et du grec ancien, de la philosophie générale, de la logique et de la génétique.*

*L'accès aux facultés sera permis surtout aux personnes provenant des couches sociales les plus défavorisées, à celles qui ne tiennent pas à se perfectionner mais seulement à obtenir un diplôme.*

*Ceux qui détiennent des fonctions, quelle que soit leur importance, seront remplacés par des personnes sans nulle qualification professionnelle.*

*Les prises de position de l'élite autochtone peuvent vêtir une colorature nationale ou historique, mais elles sont incapables de gagner l'unité nationale.<sup>37</sup>*

Compte tenu de ces orientations, la culture nationale fut tenue pour « réactionnaire et impérialiste »<sup>38</sup>, ce qui déclencha « la révolution culturelle » que Mihail Roller définissait comme il suit : « Par son contenu, la révolution culturelle signifie création d'une culture socialiste. Cette culture socialiste se crée le long de toute une époque historique. Elle est apparue à l'époque des combats poli-

tiques qui ont précédé l'avènement au pouvoir de la classe ouvrière [...] Sous le régime bourgeois-agrarien, les classes dominantes de notre pays avaient empêché la classe ouvrière de développer sa culture ou de faire des études... »<sup>39</sup>

La recommandation de l'« académicien » était la russification de tout le système roumain d'enseignement : « Apprendre le russe ne signifie pas aujourd'hui apprendre une langue quelconque. Le russe est nécessaire à quiconque aspire à une vie meilleure [...] Puisque la langue russe nous aide à connaître directement et à apprendre la culture et la science les plus avancées du monde, les grandes conquêtes techniques, mises au service de la paix et du bien-être de la classe ouvrière... »<sup>40</sup>

Pour exercer un meilleur contrôle économique sur les pays occupés, l'Union soviétique fonda, en janvier 1949, le Conseil d'Assistance économique mutuelle (CAEM), variante que Molotov proposait au « plan Marshall »<sup>41</sup>, et qui poursuivait au fond la mise en place de plans de spécialisation économique de tous les États socialistes.<sup>42</sup> Les sociétés roumano-soviétiques fondées en Roumanie (« Sovrom », « Patrol », « Sovrom-Transport », « Tars »<sup>43</sup> etc.) favorisaient les échanges économiques avec l'URSS, qui en 1952 représentaient 82 % du total des marchandises exportées par la Roumanie.<sup>44</sup> Le canal qui devait relier le Danube à la mer Noire était un projet initié toujours selon les indications de Staline et s'est transformé en lieu de détention pour l'élite de l'intellectualité roumaine, les cadres militaires ayant combattu sur le front de l'Est et autres catégories sociales opposantes au régime communiste. Le journal *Scînteia* présentait d'un ton triomphal les travaux sur ce chantier, qui finit par être fermé : « Les ouvriers et les techniciens constructeurs du canal entre le Danube et la mer Noire ont remporté une importante victoire dans l'émulation socialiste [...] Le plan pour le mois de juin a été dépassé de 2,5 %. Ce qui est vraiment significatif, c'est que la quantité de terre excavée du lit du fleuve au mois de juin a été trois fois et demie plus grande que celle du mois d'avril. »<sup>45</sup>

Respectant dans une première étape toutes les « exigences » des Soviétiques<sup>46</sup>, Gheorghe Gheorghiu-Dej, après s'être débarrassé de son rival potentiel, Lucrețiu Pătrășcanu, commença petit à petit à écarter d'autres dignitaires pro-soviétiques, tels Vasile Luca et Ana Pauker.<sup>47</sup> Le journal *Scînteia* du 7 décembre 1961 les accusait d'avoir été « les agents des services de sécurité soviétiques qui ont agi contre les intérêts nationaux ». <sup>48</sup> Ils figuraient parmi les adeptes enthousiasmés de l'idée de transformer le nom de la ville de Brașov en « la ville Staline », événement que l'organe de presse du Parti Communiste présentait dans les termes suivants : « Les habitants de Brașov soutiennent avec enthousiasme et émotion la proposition de donner à leur ville aimée un nouveau et grand nom. Le nom de Staline le libérateur, étendard de la lutte pour la paix. »<sup>49</sup>



En agriculture, le système coopératif et le régime des quotas imposés pour payer une partie des dédommagements de guerre dus à l'Union soviétique ont fait disparaître la petite propriété paysanne. La propagande communiste exercée notamment par le journal *Scânteia* présentait ce phénomène avec enthousiasme, dans des articles du genre : « Faisons tous la collecte ! »<sup>50</sup>, « Dans la lutte contre les paysans cossus, une coopérative agricole de production fut fondée à Coconi – Ilfov »<sup>51</sup>, « Dans la matinée du 2 juillet, la Coopérative Agricole d'État du village Gârla Mare a reçu la quittance n° 1 à la remise du quota de blé. Un convoi de neuf chariots admirablement ornés de pancartes et de verdure transportèrent le blé de la coopérative au dépôt du centre du village. »<sup>52</sup>

En ce qui concerne la politique internationale, les « thèses » les plus véhiculées soulignaient la contradiction entre socialisme et capitalisme. Le quotidien *Scânteia* publiait des articles sur une soi-disant attaque imminente : « Le but de l'impérialisme américain est de supprimer l'indépendance nationale de tous les peuples, de dominer le monde entier par menaces, pressions économiques et opérations de guerre contre l'URSS et les démocraties populaires. »<sup>53</sup>

La Roumanie fut forcée d'adopter une attitude dure envers les partis communistes qui avaient osé s'affranchir de la tutelle de Moscou, telle la Yougoslavie. Lors de la réunion du Bureau informatif des partis communistes et ouvriers, qui eut lieu à Bucarest, du 20 au 28 juin 1948, le gouvernement politique de ce pays subit des critiques dures, suivies de l'annulation du Traité d'amitié, collaboration et assistance mutuelle avec la RPF de Yougoslavie, le 1<sup>er</sup> octobre 1949<sup>54</sup> (les relations allaient être reprises en 1953, après la mort de Staline).

Les crimes de Staline une fois dénoncés, lors du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, de février 1956<sup>55</sup>, « l'unité de monolithe » du monde communiste connaîtra plusieurs convulsions, un nombre toujours croissant de partis communistes commençant à mettre en doute l'autorité tutélaire de Moscou<sup>56</sup> : la Chine lance la théorie de la construction du socialisme par des moyens propres (1958), l'Albanie et la Yougoslavie expriment ouvertement leurs opinions critiques à l'adresse des prétentions hégémonistes de l'URSS<sup>57</sup>, la Roumanie prend ses distances par rapport à Moscou après le retrait des troupes soviétiques du pays (1958) et se rapproche de la Chine.<sup>58</sup>

Réussissant à temporairement imposer la thèse de « la double responsabilité », selon laquelle les partis communistes devaient répondre pour leurs actes non seulement devant leur propre classe ouvrière mais aussi devant la classe ouvrière internationale, l'URSS interviendra par la force des armes, à côté de certains de ses alliés<sup>59</sup>, tant en Hongrie (1956) qu'en Tchécoslovaquie (1968). Quelques années plus tard, Ceaușescu, faisant partie, à côté de Tito et Mao, du « groupe des communistes rebelles », se déclara contre la tutelle soviétique et adopta une

ligne propre de politique intérieure et extérieure. Néanmoins, sous l'aspect des méthodes et moyens utilisés, le dernier leader communiste roumain s'est parfaitement encadré dans le système dictatorial de type stalinien : les hommes n'étaient pour lui que de simples marionnettes nées pour le vénérer, sur un fond de démagogie destinée à les « nourrir d'illusions ».

**P**OUR CONCLURE, le concept de soviétisation est, à notre avis, un processus social-historique généré par la politique des sphères d'influence menée par les grandes puissances après la Deuxième Guerre mondiale ; ce qui le caractérise, c'est l'archétype dictatorial communiste, de type stalinien, de développement économique, social, politique et culturel imposé principalement à de petits États de l'Europe centrale, de l'Est et du Sud, qui intéressaient l'Union soviétique en raison de leur position géopolitique. □

## Notes

1. Marin C. Stănescu, *Moscova, Cominternul, filiera comunistă balcanică și România*, Bucarest, 1994, p. 5.
2. Francois Fejtö, *Dictionnaire des partis communistes et des mouvements révolutionnaires*, Paris, 1971, p. 8.
3. J.-B. Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, 1967, p. 213.
4. Mihail Roller, *Pe drumul revoluției noastre culturale*, Bucarest, 1949, p. 9.
5. Fejtö, p. 39.
6. Stănescu, p. 5.
7. Ioan Scurtu et Constantin Hlihor, *Complot împotriva României*, Bucarest, 1994, p. 5.
8. Paul al României, *Carol al II-lea, rege al României*, Bucarest, 1991, p. 170.
9. Voir aussi Dumitru Preda, Vasile Alexandrescu et Costică Prodan, *În apărarea României Mari: Campania armatei române din 1918-1919*, Bucarest, 1994.
10. Al. Saucă, *KGB-ul și revoluția română*, Bucarest, 1994, p. 96.
11. Jacques Lévesque, *Le conflit sino-soviétique et l'Europe de l'Est*, Montréal, 1970, p. VII ; Fejtö, p. 56.
12. Jacques de Launay, *Istoria secretă a Cominternului, 1919-1943*, trad., Bucarest, 1993, p. 80 ; Saucă, p. 187.
13. Lévesque, p. 3.
14. D. D. Hatchet et G. G. Springfield, *Ialta: Înțelegeri pentru 50 de ani*, trad., Bucarest, 1991, p. 5.
15. Jean-Baptiste Duroselle, *De Wilson à Roosevelt: La politique extérieure des États-Unis (1913-1945)*, Paris, 1960, pp. 422-430.
16. Hatchet et Springfield, p. 98.
17. *Ibid.*, p. 5.
18. *Ibid.*, p. 87.

19. *Ibid.*, p. 97.
20. Maurice Crouzet, *Histoire générale des civilisations*, vol. VII, Paris, 1969, p. 483.
21. André Fontaine, *Istoria războiului rece*, trad., Bucarest, 1992, p. 16.
22. Gh. I. Georgescu, Dumitru Tudor, Vasile Maciu et Mihail Roller, édés., *Istoria României*, Bucarest, 1947, p. 782.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*, p. 807.
25. *Ibid.*, p. 828.
26. Roller, p. 16.
27. Gheorghe Gheorghe, *Tratatetele internaționale ale României (1939-1965)*, Bucarest, 1983.
28. Georgescu, Tudor, Maciu et Roller, p. 818.
29. Fontaine, p. 103.
30. Christopher Andrew et Oleg Gordievski, *KGB: Istoria secretă a operațiunilor sale externe, de la Lenin la Gorbaciov*, trad., Bucarest, 1994, p. 487.
31. *Ibid.*, p. 491.
32. *Ibid.*, p. 488.
33. *Ibid.*, p. 489.
34. *Ibid.*, p. 488.
35. *Ibid.*, p. 489.
36. *Ibid.*, p. 490.
37. *Ibid.*, p. 491.
38. Roller, p. 49.
39. *Ibid.*, p. 5.
40. *Ibid.*, p. 33 ; *Scânteia*, XIX, III<sup>e</sup> série, n° 1776, 4 juillet 1950.
41. Crouzet, p. 490.
42. Lévesque, p. 120.
43. Georgescu, Tudor, Maciu et Roller, p. 819.
44. Crouzet, p. 492.
45. *Scânteia*, XIX, III<sup>e</sup> série, n° 1777, 5 juillet 1950.
46. Lévesque, p. 7.
47. Saucă, p. 134.
48. Fejtö, pp. 56, 137.
49. *Scânteia*, XIX, III<sup>e</sup> série, n° 1818, 22 août 1950.
50. *Scânteia*, XIX, III<sup>e</sup> série, n° 1785, 14 juillet 1950.
51. *Scânteia*, XIX, III<sup>e</sup> série, n° 1782, 11 juillet 1950.
52. *Scânteia*, XIX, III<sup>e</sup> série, n° 1777, 5 juillet 1950.
53. *Scânteia*, XIX, III<sup>e</sup> série, n° 1782, 11 juillet 1950.
54. Fontaine, p. 131.
55. Fejtö, p. 20.
56. Lévesque, p. 122.
57. Duroselle, p. 213.
58. Lévesque, pp. 145-160.
59. Fejtö, p. 23.

## **Abstract**

### The Sovietization of Romania

Sovietization—a concept designating a social-historical process generated by the policy of the spheres of influence pursued by the great powers during the interwar period—involved the forceful imposition of the communist, Stalinist, dictatorial model of economic, socio-political, and cultural development in the small and medium-sized countries of Central and Southeastern Europe, countries deemed of interest by the Soviet Union by virtue of their geopolitical location. In Romania's case, the author considers that Sovietization caused a social-historical regress of more than three decades.

## **Keywords**

Sovietization, Soviet Union, Stalin, Mihail Roller, Cold War